

Bulletin d'histoire politique

Stéphane Roussel et Greg Donaghy (dir.), *Mission Paris. Les ambassadeurs du Canada en France et le triangle Ottawa-Québec-Paris*, Montréal, Hurtubise HMH, 2012, 215 p.

Michel Sarra-Bournet

B
H
P

Volume 22, Number 3, Spring-Summer 2014

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1024172ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1024172ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
VLB éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Sarra-Bournet, M. (2014). Review of [Stéphane Roussel et Greg Donaghy (dir.), *Mission Paris. Les ambassadeurs du Canada en France et le triangle Ottawa-Québec-Paris*, Montréal, Hurtubise HMH, 2012, 215 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 22(3), 353–355. <https://doi.org/10.7202/1024172ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique et VLB Éditeur, 2014

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Stéphane Roussel et Greg Donaghy (dir.),
*Mission Paris. Les ambassadeurs du Canada en France et
le triangle Ottawa-Québec-Paris*, Montréal, Hurtubise
HMH, 2012, 215 p.

MICHEL SARRA-BOURNET
UQAM et Université de Montréal

Nouvelle pierre à l'imposant édifice historiographique sur les relations France-Québec-Canada, *Mission Paris* est issu d'une conférence tenue au Musée McCord à l'automne 2008. Il est publié sous la direction de Stéphane Roussel (aujourd'hui professeur à l'ÉNAP) et de Greg Donaghy (chef de la Section des Affaires historique du Ministère des Affaires extérieures et du Commerce international du Canada). À partir d'un éventail d'approches, du récit à l'essai en passant par l'histoire sociale de la littérature et les perspectives courantes en relations internationales, cet ouvrage traite de la personnalité, des espoirs et des objectifs de six ambassadeurs canadiens dans la Ville-Lumière. Le défi de maintenir un équilibre dans le triangle Ottawa-Québec-Paris – dès lors que le Québec cherchât à devenir un acteur international – y trouve bien sa place, mais plusieurs auteurs s'interrogent sur le caractère exceptionnel des relations Canada-France.

Dans le chapitre initial, Michel Lacroix traite du caractère central de la culture dans la relation France-Canada à l'époque de Philippe Roy commissaire, puis ministre du Canada en France de 1911 à 1938 à l'époque où le dominion s'extirpait de son statut colonial. Très peu avait été écrit jusqu'ici sur celui qui fut le pionnier d'une approche bien en vogue aujourd'hui, la « diplomatie culturelle ». Parce que le gouvernement du Québec était libéral, le nouveau premier ministre Borden interdit à Roy de représenter concurremment les intérêts de la province, comme l'avait fait son prédécesseur Hector Fabre. Il le fit néanmoins, lui qui était un proche d'Athanase David. Tout en rappelant que la culture était le socle et le creuset des relations France-Canada, il s'efforça d'enrayer l'image de traditionalisme véhiculée dans les médias français et par le roman *Maria Chapdelaine*. Parce qu'il voulait « importer » de France son éducation, il fut artisan

de la Maison des étudiants en France (1926) et des premières bourses d'études. Le premier diplomate canadien à avoir le statut d'ambassadeur à Paris fut Georges Vanier, en 1944. Dans un texte aux teintes hagiographiques, Jacques Monet relate la mission d'un humanitaire, grand amant de la France, ami de De Gaulle, qui faisait jouer ses relations en haut lieu au moment où le Canada faisait son entrée dans les organisations multilatérales.

Magalie Deleuze présente ensuite Pierre Dupuy, qui fut diplomate toute sa vie après avoir étudié en France au début des années 1920. Ce n'est qu'à la fin de sa carrière, de 1958 à 1963, qu'il fut ambassadeur à Paris, années dominées par les enjeux diplomatiques entourant la guerre d'Algérie. Il avait au préalable parfait sa connaissance de la France à l'occasion de plusieurs missions durant la Seconde Guerre mondiale.

Dans son chapitre sur Jules Léger, David Meren explique comment l'ancien ambassadeur à l'OTAN, un internationaliste libéral favorable au biculturalisme, a réussi à éviter la rupture France-Canada dans une période difficile, celle des tensions à l'intérieur de l'OTAN et du rapprochement Paris-Québec – jusqu'à éloigner les représentants d'Ottawa alors que ceux-ci cherchent le rapprochement afin de faire contrepoids à leur envahissant voisin américain. Naviguant entre trois nationalismes, il a favorisé le compromis, à l'encontre de la ligne dure préconisée par Marcel Cadieux.

Jean-Philippe Warren éclaire le passage de Gérard Pelletier de 1975 à 1980 en rendant compte de sa position intellectuelle (personnaliste), de sa propre vision de son rôle (renforcer la francophonie) et des facteurs qui ont ralenti son action : la perte d'influence des catholiques progressistes en France, l'arrivée au pouvoir du Parti Québécois et la relation tendue entre Valéry Giscard d'Estaing et Pierre Elliott Trudeau. Mais faute de sources, le texte porte très peu sur son travail comme ambassadeur.

Michel Dupuy, fils de Pierre, était ambassadeur aux Nations Unies lorsque Gérard Pelletier demanda son transfert à New York. C'est donc à la suite d'un échange de postes que le Canada que le nouveau représentant canadien commença sa mission de quatre ans, juste après le référendum sur la souveraineté-association. À la faveur de la baisse de la tension et de l'arrivée au pouvoir de Mitterrand, Trudeau cherche à rétablir les ponts avec la France, surtout sur le plan économique, alors qu'on vit les derniers balbutiements de la Troisième option. Dupuy raconte l'approche qu'il a employée, et rappelle que le déblocage au sujet du statut du Québec aux sommets de la francophonie – calqué sur celui dont il jouissait à l'ACCT – est survenu avant l'arrivée au pouvoir de Mulroney, même si c'est ce dernier qui, en 1986, en a récolté les fruits sur le plan politique.

La deuxième partie du livre quitte l'univers des ambassadeurs pour embrasser des thèmes plus généraux. En politique, les mythes sont partout,

et l'histoire des relations internationales n'en est pas exempte. Dans leur chapitre sur l'intensification des relations Québec/Canada-France, David G. Haglund et Justin Massie s'en prennent à la construction idéologique de ces rapports sur l'arrière-plan des rivalités Québec-Ottawa. La fondation de Québec représente-t-elle celle du Canada ou de la civilisation française en Amérique? La Conquête fut-elle un abandon de la France ou un événement providentiel? Cela dépend qui en parle, et à quelle époque. Au-delà des mythes, les fables ne reposent sur aucune base factuelle. Comme celui du passé non militariste du Québec, ils peuvent servir à justifier certaines attitudes (l'isolationnisme) ou à compenser l'effet de certains mythes (celui de l'abandon). Toutefois, le retour de la France dans l'univers stratégique canadien et québécois, en 1940, a signifié l'effritement de ce dernier. L'étude des mythes en relations internationales est en vogue depuis quelque temps. Elles ont certainement un grand pouvoir explicatif en histoire.

Dans son texte sur la relation Canada-France contemporaine, Anne Legaré démontre comment Ottawa a visé – et réussi sous Sarkozy, à subordonner les rapports Québec-France à sa diplomatie et combien la reconnaissance par la France de la spécificité culturelle du Québec est à la fois fondamentale pour l'identité de ce dernier – et délétère pour l'unité du Canada. Pour Jérémie Cornut, l'enjeu principal des relations Ottawa-Québec-Paris n'est plus le statut du Québec, que les Québécois ont eux-mêmes évacué du débat. Il les place dans un contexte plus large, celui de la mondialisation et des échanges et de l'extension de la collaboration à tous les niveaux et conclut à une «normalisation» de ces rapports.

Malgré la diversité des points de vue et des angles d'approche, et les angles morts inhérents à la formule «actes de colloque», tous les textes réunis dans *Mission Paris* ajoutent à notre compréhension de ces relations singulières, que je n'ose plus qualifier d'exceptionnelles, de crainte d'être accusé de parti pris.